



l'Avis en rouge

DE LA RENTRÉE
EXPRESSION DES COMMUNISTES DE LA MOSELLE

Édito

La période estivale a été marquée par une actualité dramatique : après les inondations qu'ont connues plusieurs pays, la planète s'enflamme de plus en plus vite comme nous le rappelle le dernier rapport du GIEC, et on tarde à prendre les mesures qui s'imposent. La volonté de ne pas remettre en cause un mode de développement et de consommation (le capitalisme) nous pousse irrémédiablement vers la catastrophe dans les années à venir. La lutte contre le réchauffement climatique, le combat pour l'humain et la planète d'abord, est une question centrale et cela impose notamment de mettre fin à la toute-puissance des logiques capitalistes au niveau local comme au niveau mondial.

Dans cette même logique, la gestion de la pandémie est également catastrophique, faute de pouvoir convaincre, et de développer une politique de santé nouvelle et ambitieuse, en redonnant les moyens humains et matériels nécessaires, Macron multiplie les mesures autoritaires favorisant ainsi la montée des égoïsmes face à la pandémie. Chaque parole présidentielle discrédite la puissance publique. **En se plaçant toujours au premier rang à la place des scientifiques et du corps médical, le président entraîne la science dans le discrédit de la parole publique.** Les mesures autoritaires empêchent un débat serein sur la question du vaccin notamment et fracturent la société française.

La lutte contre le libéralisme autoritaire de Macron appelle un débat citoyen pour construire le rassemblement et les propositions afin de retrouver le chemin du sens commun et construire des propositions de progrès et de transformations sociales. Les communistes de Moselle entendent y travailler. Cette publication départementale y contribue et se prolongera par des débats et des initiatives.



La gravité du dérèglement climatique est déjà mesurable avec +1,1 degré de réchauffement. Les conséquences, comme en témoignent les feux de forêts (France, Canada, Russie, Grèce...) et les inondations (Allemagne et Belgique) de grande ampleur sont gravissimes. Il y a 30 ans, les experts avaient déjà correctement anticipé par leurs calculs cette évolution dramatique que nous connaissons aujourd'hui. Aucun écosystème n'est capable de s'adapter à une telle évolution et les conséquences irréversibles pourraient se faire sentir encore durant des milliers d'années. La sécurité alimentaire mondiale est en

URGENCE CLIMATIQUE

jeu ainsi que le déplacement de centaines de millions de personnes des zones côtières. Ce rapport le montre à nouveau : chaque dixième de degrés compte. Il faut tout mettre en œuvre pour maintenir le réchauffement global en dessous de +1,5 degré.

Pour atteindre cet objectif préconisé par l'Accord de Paris, le monde doit parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050. C'est dire l'ampleur des transformations à mener, à la fois pour atténuer le changement climatique, mais aussi pour s'y adapter. Or, selon l'Agence internationale de l'énergie, nous sommes plutôt sur la trajectoire de 3,5 degrés de réchauffement, ce qui serait catastrophique. La prochaine conférence internationale climat se déroulera à Glasgow, en novembre prochain : seuls des changements politiques majeurs à travers le monde nous permettront d'être à la hauteur de l'enjeu. Quant à la France, les mesures gouvernementales sont clairement insuffisantes comme l'a pointé récemment le Haut conseil pour le Climat. Tous les leviers doivent être mobilisés à cette fin, en veillant à ce que la politique climatique ne soit pas synonyme de régression sociale. **L'heure est grave, il faut prendre le pouvoir sur l'économie ! La planète est un bien commun qui doit être préservé pour les générations futures.**



LE DROIT À LA SANTÉ MENACÉ !

La crise pandémique a révélé, à l'ensemble de la population, l'état réel de notre système de santé affaibli par des années de politique de baisse de moyens, de réduction de personnels et de fermetures de lits et de services. Le « Numerus clausus » qui limite la formation de médecins, mis en place depuis 1972, a abouti à une pénurie dramatique de thérapeutes dans toutes les disciplines, va encore s'aggraver. Malgré une année et demi de crise sanitaire avec son cortège de morts, de souffrances et de drames humains, la politique de santé ne change pas : elle reste pilotée par le dogme de la baisse de la dépense publique et par la volonté de démonter notre modèle de sécurité sociale pour ouvrir davantage la santé aux marchés financiers.

La santé est un bien précieux,

elle n'est pas une marchandise. Pourtant la mise au point et la production des vaccins est une affaire contrôlée par des sociétés privées qui sont pilotées par leur volonté de faire du fric : depuis un an les actionnaires des firmes productrices voient leurs revenus exploser. A cette logique libérale, de nombreuses forces de progrès portent une campagne commune : pas de profit sur la pandémie.

Au-delà de cette question, l'accès aux soins, à l'hôpital, la prise de rendez-vous devient de plus en plus problématique dans notre département. Les personnels de santé sont débordés et épuisés, les EPHAD n'ont pas les effectifs nécessaires pour permettre une bonne prise en charge des personnes âgées. La psychiatrie ne peut répondre aux demandes. Entre 2014 et 2019 le CHR de Metz Thionville, le plus gros établissement de soins de la Moselle a perdu 462 postes !

Un grand débat départemental est nécessaire pour définir l'offre de santé répondant à nos besoins. Il doit aider à une mobilisation sans précédent pour imposer des réponses nouvelles. Vous pouvez envoyer vos remarques et propositions à PCF57@orange.fr

Ne pas jeter sur la voie publique.